



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 121

**Loi concernant certaines rétrocessions  
de droits dont le gouvernement est  
devenu titulaire par expropriation  
avant le 1<sup>er</sup> avril 1976**

---

**Présentation**

Présenté par  
**M. Marc-Yvan Côté**  
Ministre des Transports

---

Éditeur officiel du Québec  
1986

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de remédier aux effets du jugement déclarant invalides les rétrocessions portant sur des droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation survenue avant le 1<sup>er</sup> avril 1976. Il vise à rendre applicable à ces rétrocessions la disposition pertinente du Code de procédure civile qui était en vigueur le 31 mars 1976.*

*Il confère à la Chambre de l'expropriation de la Cour provinciale la juridiction en matière de fixation et de révision de l'indemnité d'expropriation par suite d'une rétrocession de même qu'en matière de dommages qui pourraient en résulter.*

## Projet de loi 121

### **Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1<sup>er</sup> avril 1976**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Sont validées les rétrocessions qui, portant sur des droits dont le gouvernement est devenu titulaire par suite d'une expropriation survenue avant le 1<sup>er</sup> avril 1976, ont été faites à compter de cette date conformément à l'article 797 du Code de procédure civile, tel qu'il était en vigueur le 31 mars 1976.

Ces mêmes droits, s'il n'ont pas été rétrocédés lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, pourront l'être suivant cet article. Ces rétrocessions ne sont pas soumises à l'autorisation de la Chambre de l'expropriation de la Cour provinciale.

**2.** Par suite d'une rétrocession visée à l'article 1, la Chambre de l'expropriation peut, sur demande, fixer ou réviser l'indemnité d'expropriation et accorder, s'il y a lieu, les dommages résultant de la rétrocession.

**3.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).